

 **Publié le 03 avril 2009 à 05h00** | Mis à jour le 03 avril 2009 à 05h00

Armes à feu et démagogie

[Raymond Giroux](#)

Le Soleil

(Ottawa) Si le sapin ne passe pas par la porte avant, essayons la porte arrière! Encore cette semaine, le gouvernement conservateur tente d'abolir le Registre des armes à feu, et cette fois par le Sénat.

Si Stephen Harper croyait déjouer l'opposition en comptant sur une certaine indépendance des honorables membres de la Chambre haute, il s'est trompé.

Avant même que la tempête déferle, Michael Ignatieff a sonné la fin de la récréation. Malgré certaines hésitations fondées sur l'espoir de gagner des votes dans l'Ouest, le chef a tranché.

Même inamovibles, les sénateurs libéraux devront se plier à la ligne de parti et voter contre le projet de loi S-5, dans les prochaines semaines. En résumé, voilà une bonne nouvelle.

Je ne vois pas où est le progrès quand en ce mois d'avril 2009, encore, les familles éprouvées de l'École polytechnique et du Collège Dawson, entre autres, doivent revivre leurs malheurs et reprendre la bataille pour sauver le Registre.

Le parti de Stephen Harper tente depuis son arrivée au pouvoir de défaire cet instrument créé, je le reconnais tout de suite, dans la controverse.

Comme exemple d'incompétence et de gaspillage, on aura rarement vu mieux, ou pire, au choix. Mais les erreurs ont été commises, constatées, admises, et l'administration du Registre ne pose plus de problème.

Les héritiers du Reform Party jouent toujours sur ce péché originel : il est temps de changer de refrain et de cesser de prétendre que les chasseurs,

les agriculteurs et les honnêtes collectionneurs n'ont pas à enregistrer leurs armes.

M. Harper lui-même se transforme en anarchiste ? un déguisement étonnant pour lui ? en invitant les citoyens à faire pression sur les députés des autres partis pour qu'ils «écoutent leur conscience» et rejoignent les conservateurs sur ce dossier.

Le premier ministre parlait dans ce discours devant l'Ontario Federation of Anglers and Hunters, il y a deux semaines, du «gâchis» que représente cette politique.

Un gâchis, ce Registre? Pas s'il faut en croire les policiers, qui l'utilisent de plus en plus, selon les statistiques officielles : de 1811 consultations quotidiennes en moyenne, en 2003, ce chiffre est passé à 4090 en 2005, à 6973 en 2007 et à 9413 en 2008.

Selon l'Association des policiers canadiens, environ 90 % des armes à feu sont enregistrées par leurs honnêtes propriétaires, malgré l'amnistie proclamée en mai 2006.

Le ministre de la Sécurité publique renouvelle cette invitation à violer la loi année après année dans l'espoir de voir le Registre mourir de sa belle mort.

Le Barreau du Québec répète année après année, lui aussi, son appui au contrôle des armes à feu et soutient que l'abolition éventuelle de ce mécanisme «représente une menace pour la sécurité publique».

Au vu de leur comportement, j'ai l'impression que les chasseurs, pêcheurs et collectionneurs manifestent un meilleur esprit civique que les politiciens conservateurs.

Bien sûr, à moins d'une méchante surprise, le projet de loi S-5 ne sortira pas vivant du Sénat, ce qui permet au NPD, par exemple, de laisser ses députés libres de l'approuver : ils n'auront pas à utiliser leur droit!

Solution facile, vous me direz. Je suis d'accord. Gilles Duceppe, lui, assure qu'aucun bloquiste n'imitera les quatre récalcitrants du dernier vote et que, le cas échéant, il y aura unanimité dans son parti. Voilà un chef qui a de la poigne!

Alors, pourquoi M. Harper lance ce coup d'épée dans l'eau? Tout simplement parce que cela lui permet d'étirer le débat pour plaire à sa base radicale et de blâmer ensuite des sénateurs libéraux non élus de s'opposer à la volonté du peuple. Édifiant!